

Les cas de détachement

Dénomination	Références juridiques
DÉTACHEMENTS DE PLEIN DROIT	
Détachement pour accomplir un mandat local	<i>art. 4, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</i>
Détachement pour stage ou pour une période de scolarité préalable à la titularisation ou pour suivre un cycle de préparation à un concours	<i>art. 4, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</i>
Détachement pour exercer un mandat syndical	<i>art. 4, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</i>
DÉTACHEMENTS DISCRETIONNAIRES	
Détachement auprès d'une administration de l'Etat	<i>art. 2, 1°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</i>
Détachement auprès d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public	<i>art. 2, 2°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</i>
Détachement auprès d'une entreprise publique ou d'un groupement d'intérêt public	<i>art. 2, 3°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</i>
Détachement auprès d'un établissement public hospitalier	<i>art. 2, 4°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</i>
Détachement auprès d'une entreprise privée assurant des missions d'intérêt général (ex : concession, affermage, etc...)	<i>art. 2, 5° a), décr. n° 86-68 du 13.01.1986</i>
Détachement auprès d'un organisme privé ou d'une association dont les activités favorisent ou complètent l'action d'une collectivité publique	<i>art. 2, 6°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</i>
Détachement pour participer à une mission de coopération auprès d'Etats étrangers (loi du 13 juillet 1972 relative à la situation du personnel civil de coopération culturelle, scientifique et technique)	<i>art. 2, 7°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</i>
Détachement pour dispenser un enseignement à l'étranger	<i>art. 2, 8°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</i>
Détachement pour remplir une mission d'intérêt public à l'étranger ou auprès d'une organisation internationale intergouvernementale	<i>art. 2, 9° a), décr. n° 86-68 du 13.01.1986</i>
Détachement pour effectuer une mission d'intérêt public de coopération internationale ou auprès d'organismes d'intérêt général à caractère international	<i>art. 2, 9° b), décr. n° 86-68 du 13.01.1986</i>

Détachement auprès d'une entreprise privée, d'un organisme privé ou d'un groupement d'intérêt public pour y exécuter des travaux de recherche d'intérêt national	<u>art. 2, 11°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</u>
Détachement auprès d'un organisme dispensateur de formation des agents publics	<u>art. 2, 14°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</u>
Détachement auprès d'un député à l'Assemblée nationale, d'un sénateur ou d'un représentant de la France au Parlement européen	<u>art. 2, 15°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</u>
Détachement pour contracter un engagement dans une formation militaire de l'armée française, ou pour exercer une activité dans la réserve opérationnelle	<u>art. 2, 16°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</u>
Détachement auprès du Défenseur des droits	<u>art. 2, 17°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</u>
Détachement auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL)	<u>art. 2, 18°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</u>
Détachement auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)	<u>art. 2, 19°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</u>
Détachement dans le cadre d'un reclassement pour inaptitude physique	<u>art. 2, 20°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</u>
Détachement dans le cadre d'un reclassement pour raison opérationnelle d'un sapeur-pompier professionnel bénéficiant d'un projet de fin de carrière	<u>art. 2, 21°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</u>
Détachement auprès de l'administration d'un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, ou détachement auprès de l'administration d'une collectivité publique ou d'un établissement public dépendant d'un de ces Etats	<u>art. 2, 22°, décr. n° 86-68 du 13.01.1986</u>
DÉTACHEMENT D'OFFICE	
Détachement d'office auprès d'une personne morale de droit privé ou d'une personne morale de droit public gérant un service public industriel et commercial (SPIC)	<u>art. 2, 5°b), décr. n° 86-68 du 13.01.1986 + art. 15 loi n° 83-634 du 13.07.1983</u>
AUTRES CAS DE DÉTACHEMENT	
Détachement pour exercer les fonctions de membres du conseil d'administration d'une mutuelle, union ou fédération si des attributions permanentes sont confiées au fonctionnaire	<u>art. L. 114-24, code de la mutualité</u>
Détachement sur emploi fonctionnel (emploi administratif ou technique)	<u>déc. n° 87-1101 du 30.12.1987</u> <u>+ décr. n° 90-128 du 09.02.1990</u>
Détachement sur un emploi de collaborateur de cabinet	<u>déc. n° 87-1004 du 16.12.1987</u>



Le CDG45 autorise la réutilisation de ses informations et documents dans les libertés et les conditions prévues par la licence ouverte sous réserve d'apposer la mention :
Source CDG45, titre et lien du document ou de l'information et date de sa dernière mise à jour